

Book reviews – Comptes rendus – Buchbesprechungen

Nicolas STENGER, *Denis de Rougemont. Les intellectuels et l'Europe au XX^e siècle*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2015, 412 p., – ISBN 978-2-7535-3616-6 – 22 €.

La très belle biographie que Nicolas Stenger consacre à Denis de Rougemont, fondée sur des fonds d'archives privés et inédits, vient incontestablement combler une importante lacune historiographique, tout en posant, par-delà l'analyse d'un parcours individuel, la question plus générale de la place et du rôle des intellectuels dans la construction européenne. Auteur prolix de plus de trente ouvrages et mille articles, Rougemont s'impose d'abord comme un penseur de l'Europe, de son histoire, de sa culture et de sa spécificité. La réflexion, chez lui, est indissociable de l'action militante, non seulement parce qu'elle y participe directement, l'intellectuel contribuant par définition à bâtir l'Europe culturelle, mais aussi parce qu'elle se place au service d'un projet politique: «Démontrer l'unité culturelle de l'Europe pour légitimer l'union, telle est la tâche à laquelle Rougemont allait constamment s'employer», écrit Nicolas Stenger (p.285). Quand ses pairs délaissent l'Europe au moment où celle-ci se concrétise et prend l'aspect – sans doute peu séduisant – de la CECA puis de la CEE, pour se tourner vers des horizons plus lointains, Rougemont persiste à la placer au cœur de son engagement, précisément pour en montrer la réalité profonde et ne pas l'abandonner aux seuls technocrates. En quelques pages lumineuses (le chapitre 16 intitulé «la cité européenne ou l'Europe idéal»), Nicolas Stenger parvient à dégager ce qui unit la pensée de l'intellectuel et l'action du militant, ses engagements d'avant-guerre au sein du mouvement personnaliste et ceux d'après 1945. Rougemont inscrit la construction européenne dans la longue durée d'une idée dont, sans craindre de succomber au déterminisme, en assumant totalement ne pas faire œuvre d'historien, il fait remonter les prémisses à l'Antiquité (*Vingt-huit siècles d'Europe* est le titre d'un de ses ouvrages les plus célèbres). Mais tout en soulignant l'unité d'une culture pluri-millénaire qui transcende les communautés nationales et qui s'exprime au mieux, selon lui, dans l'importance accordée à la personne, déclinée comme individualité et citoyenneté, il insiste dans le même temps sur la complexité et le dynamisme d'une culture plurielle, pleine de conflits et de contradictions, qu'il pense comme une création continue: seuls le fédéralisme et ses logiques peuvent transposer sur le plan politique ce dialogue permanent entre l'un et le multiple et permettre ainsi l'accomplissement de l'union dans la diversité.

En vingt chapitres consistants, d'une écriture simple et claire, Nicolas Stenger aborde successivement les moments forts d'un itinéraire militant: les premières rencontres internationales de Genève, en 1946, sur l'esprit européen, où Rougemont déclare que l'Europe ne peut affirmer sa supériorité, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, que dans le seul domaine de la culture; le Congrès de La Haye de 1948, à l'issue duquel il lance son fameux «message aux Européens»; la conférence de Lau-

sanne et la création du Centre européen de la culture, qui reste sa plus belle réalisation, d'où il présidera notamment au lancement du CERN, de l'Association des instituts d'études européennes et de l'Association européenne des festivals de musique; les désillusions du militant face aux atermoiements du Conseil de l'Europe et aux évolutions qu'il juge par trop techniques de l'Europe communautaire; les débats des années 1950 qui, en pleine guerre froide, l'opposent aux intellectuels qui ne conçoivent l'engagement qu'à gauche, au service de la classe ouvrière; ses prises de position pionnières, dans les dernières années de sa vie, en faveur de l'écologie (*L'avenir est notre affaire*, 1977), ou pour l'Europe des régions. Trois traits caractéristiques de la personnalité de Rougemont ressortent, au total, de la lecture de ces pages en tous points passionnantes:

- L'intellectuel politiquement inclassable, ce qui, dans le contexte de l'époque, suppose d'accepter un certain isolement, qui suffira pour le situer, sans doute hâtivement, «à droite». Certes, Rougemont refuse de tomber dans la fausse symétrie qu'il est alors de bon ton d'entretenir en renvoyant dos à dos les États-Unis et l'URSS, publie dans *Preuves* et préside le comité exécutif du Congrès pour la liberté de la culture – on a d'ailleurs un peu de mal à croire, à ce propos, qu'il ne soit pas, par simple «manque de curiosité» (p.324), au courant du financement du Congrès par la CIA. Mais il approuve en 1963 la décision de Charles de Gaulle d'opposer un veto à la candidature britannique, pour éviter que l'Europe en construction ne se réduise à un ensemble économique d'inspiration libérale; et s'il se prononce en faveur de la CED, c'est d'abord parce qu'il souscrit au projet de Communauté politique européenne et qu'il ne souhaite précisément pas que la sécurité de l'Europe occidentale dépende des seules divisions américaines.
- L'infatigable militant de la cause européenne qui, par exemple, n'hésite pas à l'été 1950 à faire placer une copie de ses *Lettres aux députés européens* (ceux de l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe) sur les pupitres de chaque délégué pour tenter, en s'adressant directement à eux, de leur faire prendre conscience de l'inefficacité de leur institution.
- Le défenseur convaincu d'une Europe de la culture, seule capable de rassembler les peuples du continent et de forger un véritable sentiment européen, préalable indispensable à la construction d'une fédération politique durable et librement acceptée. La difficulté (insoluble?) étant de construire cette Europe de la culture hors de toute institutionnalisation qui risquerait de lui faire perdre son âme: pourrait-on imaginer un «plan Schuman de la culture» qui organiseraient les échanges culturels comme s'il s'agissait de charbon et d'acier? Rougemont conçoit avant tout sa mission comme celle d'un éveilleur de conscience: mais n'est-ce pas là la fonction de tout intellectuel engagé, et ce qui constitue tout à la fois la force et les limites de son action?

Stanislas Jeannesson,
Université de Nantes, CRHIA

Dirk PETTER, *Auf dem Weg zur Normalität. Konflikt und Verständigung in den deutsch-französischen Beziehungen der 1970er Jahre, Pariser Historische Studien, Bd.103*, De Gruyter Oldenbourg, München, 2014, 395 S. – ISBN 978-3-486-76386-7 – 82,00 €.

This book explores the strained relationship between the intentions of governmental and societal actors in France and the Federal Republic of Germany to make progress with the reconciliation between the two neighbouring countries and the regularly arriving Franco-German quarrels. Since the 1960s the reconciliation enthusiasm had lost its power. During the 1970s, the quarrels or even fears (especially in the French public) were concentrated on problems like the motives and consequences of chancellor Willy Brandt's "Neuer Ostpolitik", the possibility of a new German hegemony over Western Europe in general and France in particular, or the stability of the still fragile German democracy. What distinguishes Petter's book from others dealing with the "miracle of our age", as President Charles de Gaulle once labelled the post-war relations between the most important member states of the European Community, is that its focus lies on the role of mediating organizations, for example the "Bureau international de liaison et de documentation" (BILD) or the "Deutsch-Französisches Institut" (DFI), and individual mediators, especially Pierre Bertaux, Alfred Grosser and Joseph Rovan. How did these organizations and individuals see themselves? Which goals did they have? What role did they play in times of public disagreement between the French and the Germans? Did they have a positive influence on the Franco-German relationship?

Corresponding to these questions Petter's book draws on extensive research in over a dozen public and private archives, including the Archives of the Auswärtiges Amt and the Bundesarchiv, the Archives du ministère des Affaires étrangères and the Archives nationales, of the DFI and the "Vereinigung Deutsch-Französischer Gesellschaften". Of course, the publications of the mediators and "bridge-builders" across the Rhine, too, count among the sources used by Petter.

The book consists of three parts. In the first part Petter offers an overview of the most important "infrastructures of rapprochement" around 1970: the foreign cultural policy, the mediating organizations, and the "spiritual forerunners" of rapprochement. The second and major part is devoted to the examination of the stability of the main pillars of Franco-German reconciliation when confronted with causes of conflict like the fear of "Großdeutschland", the strong D-Mark, the treatment of war criminals, or the suspected instability of the German democracy. The third part deals with the actor's attempts to evaluate the process of rapprochement: due to the worsening in climate – including a sometimes unexpected hostile tone – a "feeling of disillusionment" arrived in the "reconciliation camp" towards the end of the 1970s. This disillusionment led into increased efforts to create some sort of "community of fate" (Schicksalsgemeinschaft) between the former enemies. But what became more important was a new pragmatism within the Franco-German setting: the search for "normalization", resulting not least from a generational change in France and the

Federal Republic – and perhaps the strong framework provided by the European Community, an aspect ignored by Petter.

Petter's focus on the civil society dimension of Franco-German rapprochement offers new insights in the functioning of such a process. Without doubt, mediating organizations and mediators did matter, and they contributed to the improvement of the Franco-German relationship. However, sometimes – especially as far as the German peace movement or the Greens were concerned – even their worried views were far away from reality.

Prof. Dr. Werner Bührer
TU München, School of Education

Valéry GISCARD d'ESTAING, *Europa – La dernière chance de l'Europe*, Préface d'Helmut Schmidt, XO Editions, Paris, 2014, 189 p. – ISBN 9782845637528 – 16,90 €.

Valéry Giscard d'Estaing est l'un des hommes politiques français contemporains qui s'est engagé avec le plus de constance en faveur du rapprochement franco-allemand et de l'intégration européenne. L'ancien Président français a œuvré en ce sens tout au long de sa carrière politique, jusqu'à la conclusion des travaux de la Convention sur l'avenir de l'Europe, qu'il présida, et qui adopta en juin 2003 un projet de Constitution pour l'Europe élargie. Depuis, il a continué à s'exprimer sur ces sujets, à la fois pour regretter le manque d'avancées nouvelles dans l'intégration européenne, et pour faire des propositions.

C'est à nouveau le cas dans le livre publié en 2014 sous le titre *Europa – La dernière chance de l'Europe*. Cet ouvrage est préfacé par l'ancien Chancelier allemand Helmut Schmidt, qui fut son interlocuteur dans les années 1970 et avec lequel il s'engagea également après son septennat afin de faire progresser l'union monétaire de l'Europe jusqu'à la mise en place de l'euro. La conclusion du livre indique clairement que l'auteur parle au nom des deux hommes. On retrouve dans cet ouvrage nombre de raisonnements déjà exposés par VGE depuis le milieu des années 1990. En effet, regrettant que l'unification allemande se fût produite avant l'achèvement du processus d'intégration politique des pays d'Europe de l'Ouest, il plaide, depuis les élargissements de l'Union européenne à de nombreux nouveaux pays membres, pour une clarification de la situation: selon lui, il convenait désormais de bien distinguer d'une part l'Union européenne, devenue trop nombreuse et diverse pour pouvoir atteindre un degré élevé d'intégration, et un autre projet qui serait réalisé par ceux des pays de l'Union qui y seraient prêts, consistant à poursuivre l'intégration jusqu'à constituer une «Europe fédérative» – une «fédération d'États-nations» conservant leurs identités mais gérant ensemble les compétences qu'ils auront décidé de mettre en commun, et capable de faire entendre sa voix dans le monde du XXI^e siècle. Cette notion, largement reprise dans cet ouvrage, apparaît sous la plume de l'ancien Président français dès 1995. L'approche et la conviction de VGE n'a en réalité pas

changé depuis les années 1960: pour lui, l'unification de l'Europe, ou en tout cas d'un certain nombre de pays européens, doit se faire par la voie monétaire. La création d'une monnaie unique devait logiquement, VGE l'a en tout cas toujours cru, entraîner d'autres étapes d'intégration, afin de donner à la monnaie unique des instruments de gouvernance adaptés, et à la zone euro le degré d'homogénéité économique dont elle a besoin pour assurer sa pérennité.

Depuis vingt ans, et dans ce livre encore, VGE regrette que les gouvernants en place durant cette période n'aient pas su franchir ces nouvelles étapes. Entretemps, la crise de 2008 est venue déstabiliser l'Union européenne, et faute de clarification dans les projets et d'efficacité de l'Union à résoudre les problèmes qui se posent à elle, notamment le chômage des jeunes, l'Europe connaît une vague d'euroscepticisme sans précédent qui risque selon l'ancien Président de conduire désormais à la dislocation de cet ensemble patiemment construit. Face à cette situation, VGE propose une fois encore, après avoir consacré le début de l'ouvrage à un récit rétrospectif dans lequel est mis en avant son propre rôle dans les avancées de la construction européennes depuis plusieurs décennies, de clarifier la situation en distinguant les deux projets: d'une part l'Union à 28, qui ne peut prétendre, étant donné son hétérogénéité, à un degré d'intégration plus élevé, mais qui doit réaliser au mieux ses objectifs propres. Et d'autre part une entité plus petite que VGE baptise ici «*Europa*», appelée à une intégration beaucoup plus poussée non seulement en matière monétaire, mais aussi économique, fiscale et budgétaire, complétée à terme par un Trésor public commun de la zone euro, ainsi que par un mécanisme de solidarité financière, et ce à l'horizon 2030. La nouveauté de cet ouvrage par rapport aux précédents, c'est la définition d'étapes et de modalités dans la réalisation du projet, et d'un calendrier, et ce dans chacun des domaines évoqués.

Si VGE juge son plan réalisable, malgré les obstacles qui ne manqueront pas de se dresser et qui ne pourront être surmontés que par une forte volonté politique du couple franco-allemand, c'est parce que ce projet est faisable sans avoir à signer de nouveaux traités. Les pays volontaires pourraient élaborer une «*Charte d'intégration économique*», à soumettre aux Parlements nationaux concernés.

«*Europa*» devrait également se donner de nouvelles institutions, distinctes de celles de l'Union européenne à 28, et qui devraient selon l'auteur être basées à Strasbourg et Francfort: il s'agit de créer un «*Directoire*», qui se réunirait tous les mois au niveau des gouvernants des pays membres. Celui-ci serait doté d'une présidence stable, ainsi que d'un secrétariat général chargé de faire le lien avec les administrations centrales des pays membres. Le contrôle du respect du Pacte de stabilité serait également confié à ce Directoire, et non plus à la Commission européenne qui a selon VGE prouvé son inefficacité en la matière – VGE se montre dans cet ouvrage, comme dans les précédents, très critique à l'égard de la Commission qui selon lui s'est arrogée de plus en plus de pouvoir au fil du temps. Ce nouvel organe d'*Europa*, le «*Directoire*» prendrait ses décisions à la double majorité (des pays et des populations). Enfin, afin d'assurer à *Europa* un fonctionnement démocratique, serait créé un «*Congrès des peuples d'Europa*», composé pour un tiers des députés européens des pays membres

du groupe, et pour deux tiers de parlementaires nationaux. Ce Congrès pourrait élire le Président du Directoire.

On notera que la dimension politique du projet est cette fois évoquée plus prudemment que dans les précédents textes de l'ancien Président. Et la perspective d'une défense commune pour «*Europa*» n'est même pas évoquée. VGE estime que l'avenir connaîtra «sans doute» un prolongement d'intégration politique, «par le jeu naturel du fonctionnement des institutions» mises en place. La démarche n'a en fait pas changé: la vision est celle d'une Europe construite pas à pas, créant des solidarités de fait dans des domaines sans cesse plus nombreux, ce qui devrait entraîner de nouvelles étapes jusqu'à l'intégration politique, considérée comme l'aboutissement «logique» du processus. Les références à Robert Schuman et à Jean Monnet sont d'ailleurs nombreuses dans l'ouvrage.

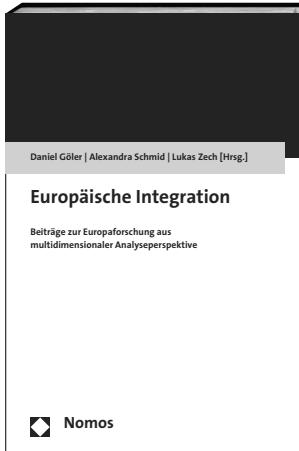
À quels pays s'adresse ce projet? L'ensemble devant regrouper des entités ayant un niveau de développement économique et social suffisamment homogène, VGE propose une «première liste» d'une douzaine d'États, d'ores et déjà membres de la zone euro, qui pourraient constituer cet ensemble plus intégré s'ils en ont la volonté: les six pays fondateurs, ainsi que d'autres pays du Nord et du Sud de l'Europe – auxquels pourrait plus tard se joindre la Pologne. Mais tout dépendra de l'engagement des gouvernements. VGE ne précise pas cependant comment les choses seraient censées se passer vis-à-vis des autres pays déjà membres de la zone euro qui ne rejoindraient pas «*Europa*». Et bien d'autres questions restent en suspens dans cet ouvrage assez bref dans l'exposition du projet. Mais l'intention de l'auteur est claire: face à une situation de plus en plus difficile, l'ambition de VGE dans ce livre est de redonner une perspective aux Européens des pays concernés.

D'autres propositions allant dans le même sens ont été formulées ces dernières années par divers groupes de réflexion – VGE évoque d'ailleurs certaines d'entre elles. Mais elles sont souvent complexes, techniques, et n'ont guère trouvé d'échos dans les médias, dont le rôle négatif est souligné à plusieurs reprises. L'ambition de l'ancien Président est ici de présenter un projet assez précis mais qui, s'adressant explicitement au «grand public», doit être lisible et compréhensible par chacun. Face à la montée de l'euroscepticisme, il s'agit de redonner du sens au projet européen, et de proposer de nouvelles avancées à horizon raisonnable, afin de redonner une perspective positive aux citoyens. À la fin du livre, VGE confie d'ailleurs ce projet aux citoyens européens, et notamment à la jeune génération: face à toutes les réticences et toutes les oppositions prévisibles, dans un contexte où l'Europe est désignée comme bouc émissaire de problèmes dont la plupart sont en fait, selon VGE, liés à l'incompétence et aux insuffisances des gouvernements nationaux, il appelle chaque citoyen à s'approprier le projet et à s'y s'impliquer, afin qu'il ait une chance de voir le jour. L'enjeu est celui de la performance économique et de l'emploi, mais aussi de la présence, voire de la survie de la civilisation européenne face aux autres géants du XXI^{ème} siècle. Après toutes les occasions manquées depuis 25 ans, dans une situation où la dislocation de l'Europe est désormais évoquée comme un risque réel par plus d'un observateur, et, en l'absence de nouvelles avancées, comme ayant un «niveau

élevé de probabilité» par VGE dans ces pages, la tonalité finale de l’ouvrage est plus solennelle que dans ses écrits précédents, et sonne comme une mise en garde: Le projet «Europa» est cette fois présenté par l’ancien Président – le sous-titre donné au livre le souligne d’emblée – comme «la dernière chance de l’Europe».

*Michèle Weinachter
Maître de conférences, Université de Cergy-Pontoise*

Rechts- und Politikwissenschaftliche Europaforschung



Europäische Integration

Beiträge zur Europaforschung aus multidimensionaler Analyseperspektive
Herausgegeben von Univ.-Prof. Dr. Daniel Göler, Alexandra Schmid und Lukas Zech
2015, 241 S., brosch., 56,- €
ISBN 978-3-8487-1943-3
eISBN 978-3-8452-6057-0
www.nomos-shop.de/24026

Der Band bündelt Forschungsarbeiten zur europäischen Integration, die von den historischen und konzeptionellen Grundlagen des Integrationsprozesses über Verhandlungs- und Beratungslogiken der Entscheidungsprozesse bis hin zur europäischen Außenpolitik reichen.

Die Entwicklung des europäischen Vertragsrechts

Von den Römischen Verträgen bis zum Vertrag von Lissabon
Von PD Dr. Klemens H. Fischer
2. Auflage 2016, ca. 660 S., brosch., ca. 98,- €
ISBN 978-3-8329-6816-8
eISBN 978-3-8452-3589-9
Erscheint ca. Januar 2016
www.nomos-shop.de/13873

Die Neuauflage erläutert den Prozess der Vertragsentwicklung seit Gründung der EGKS 1951 bis zu den jüngsten Änderungen des Unionsrechts. Auf dem aktuellsten Stand berücksichtigt das Werk bereits die Regelungen des EU-Fiskalpakts und den Beitrittsvertrag mit Kroatien.



Unser Wissenschaftsprogramm ist auch online verfügbar unter: www.nomos-elibrary.de

Bestellen Sie jetzt telefonisch unter 07221/2104-37
Portofreie Buch-Bestellungen unter www.nomos-shop.de
Alle Preise inkl. Mehrwertsteuer



Nomos